

BASTOGNE

Lutgen marque son empreinte sociale

L'Unipso fait le tour des présidents de partis pour défendre une politique sociale. Benoît Lutgen (cdH) s'est engagé pour une Belgique solidaire.

• Xavier CREER

À l'approche des élections, mettre d'accord les quatre principaux partis francophones pour défendre un secteur est loin d'être sinécure. C'est pourtant le challenge de l'Unipso, l'Union des entreprises à profit social, qui soutient le secteur non-marchand avec son nouveau Mémoire. Après Charles Michel, le président du MR le 10 février, c'est Benoît Lutgen, hier à Bastogne, qui s'est engagé à agrandir l'emprunte sociale de la



Après l'empreinte bleue de Charles Michel, l'Unipso avait préparé l'encre orange pour Benoît Lutgen, cdH, qui n'a pas hésité, pour « signer »

politique de son parti, en compagnie de Claude Rollin et Thérèse Mahy. En symbole, il a apposé son empreinte près de celle de son confrère libéral. Paul Magnette (PS) et Émilie Hoyos (Écolo) devraient bientôt ajouter les leurs. La rencontre entre le président humaniste et l'Unipso, dans les locaux de l'ASBL Andage, ne s'est pas résumée à cette signature cor-

porelle. Benoît Lutgen a visité les locaux de l'association qui encadre des personnes handicapées (voir cadrée). Avant de passer au plat de consistance, le dialogue sur l'importance du non-marchand et les défis qui attendent ce secteur.

« Le non-marchand donne de l'emploi à 200 000 personnes, soit 19 % de la totalité des travailleurs, a

d'abord souligné Dominique Van de Sype, secrétaire général de l'Unipso. Et, contrairement à ce qui est parfois dit, la proportion en Wallonie est similaire à celle en Flandre et à Bruxelles. En Belgique, nous sommes assez en avance, il ne faut pas hésiter à exporter notre savoir-faire, mais il faut aussi se battre pour garder nos acquis. » C'est bien ce dernier point qui est l'enjeu principal pour les entreprises à profit social, surtout à l'heure des transferts de compétences aux Régions et d'un contexte qui est toujours celui de la crise. « Le secteur marchand dit que le non-marchand reçoit trop d'aides, mais elles se justifient sur le terrain, il ne faut pas que le gouvernement change cela, a lancé Patrick De Bucquois, président de l'Unipso. Et nous sommes pour la Charte associative, c'est notre document référence. Ce n'est pas évident pour un organisme, mais c'est nécessaire. » Cette charte prévoit entre autres un renforcement des coopérations publi-

ques et associatives et un contrôle des missions subsidiées par les pouvoirs publics.

Des blocages

Benoît Lutgen de répondre : « Je suis d'accord avec vous. Mais ça dépend de la vision sur le rôle l'État et je peux vous dire que nous avons été confrontés à des blocages de certains partis. Pour le transfert des compétences, nous avons dû nous battre pour garder le système actuel. Certains voulaient ventiler l'argent fédéral dans les différents organismes régionaux. Il a fallu prouver que cela coûterait trop cher. Le bon sens doit l'emporter. Si demain on taille dans le social pour une ou deux années, ce sera une véritable catastrophe humaine après. Mais la solidarité est liée à la responsabilité. »

Avec...emplois bénéficiant d'une aide à l'emploi sur 70 équivalent temps-plein, autant dire que l'ASBL Andage était l'illustration parfaite de l'importance pour le débat d'un jour. ■

Andage, un exemple à suivre

Si l'ASBL Andage a été choisie pour recevoir la rencontre entre le président du cdH et Unipso, c'est surtout de par sa localisation à Bastogne et des contacts existant avec l'Unipso. La qualité de leur travail venant renforcer ce choix. Il faut dire que l'association est un acteur de référence dans le non-marchand de la province.

Créé en 1975, sous l'impulsion de quelques habitants de Saint-Hubert, l'ASBL est implanté dans une bonne partie de la province, avec différents centres à Libramont, Marche-en-Famenne et Bastogne donc. Elle s'occupe actuellement de 244 personnes handicapées et a pour but d'améliorer la qualité de vie de personnes handicapées et de promouvoir via

une intégration sociale maximale. L'association comprend six services (accueil de jour, résidentiel, aide à l'intégration, insertion,...) qui permet couvrir un maximum de besoins selon l'handicap et les possibilités de chacun.

Dernièrement, l'ASBL Andage a fait parler d'elle en organisant la journée troc-testrucs à Marche-en-Famenne. Régulièrement, l'association organise différents événements, comme des soupers boulettes « pour arriver à garder les mêmes services, même si nous avons des subsides. » Ce qui ne les empêche pas de vouloir continuer à étendre leurs activités, à l'image de ce projet d'un nouveau type de service pour des personnes plus autonomes à Arville. ■ X.Cr.

VITE DIT

Mémoire

Comme en 2009, l'Unipso a sorti un Mémoire à l'approche des élections. Ce document de 74 pages reprend ses valeurs et, surtout, ses priorités, que ce soit en qualités des services, formation continue, simplification administrative ou sur le rôle de l'Europe.

Il a été transmis à Benoît Lutgen lors de sa signature. Et l'ensemble de ces sujets ont été abordés lors de la rencontre. Benoît Lutgen bousculant même son agenda qui prévoyait la fin

à midi. « C'est trop important », a-t-il glissé.

TVA

Lors de la dernière révision de la TVA à la rénovation, le secteur non-marchand a été quelque peu oublié, gardant le statut des 21 %. L'Unipso a proposé à Benoît Lutgen de s'aligner sur les 6 %, tout en payant les 21 % et créer un fonds spécial avec la différence. Le président humaniste a reconnu une « très bonne idée », tout en soulignant que le problème des différents niveaux de pouvoirs concernés.